

Questions orales

[Traduction]

Alexandre, en français, mais l'étymologie est certainement la même. Le député a parfois déclaré que je ne suis pas un bon membre de la Chambre des communes. Il reconnaîtra sans doute que ma femme et moi formons un bon couple en ce qui concerne la Chambre, étant donné que nous avons préparé cette naissance de façon à ne pas interrompre les travaux parlementaires.

● (1450)

[Français]

En réponse à la question du député, monsieur le président, je dois dire qu'il serait effectivement souhaitable que les provinces puissent en arriver à une formule qui serait la même dans toutes les provinces pour qu'il y ait le minimum de désaccord entre les heures choisies, mais que le gouvernement fédéral est impuissant de leur imposer cela. Je leur suggère volontiers, à la suite de la question du député, que si les provinces veulent se consulter à ce sujet, que la conférence fédérale-provinciale qui se tiendra dans quelques semaines serait un endroit idéal pour le faire.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE

LES ENGRAIS CHIMIQUES—LA POLITIQUE MINISTÉRIELLE ET LES PRIX—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Agriculture, puis-je poser au premier ministre une question qui découle du document déposé aujourd'hui au nom du ministre de l'Agriculture, document qui traite de la situation des fertilisants au Canada. Il y est dit, en effet, que les agriculteurs canadiens devront les payer plus cher que l'an dernier mais moins cher que les agriculteurs des États-Unis. Compte tenu du fait que les agriculteurs sont des hommes d'affaires et qu'ils ont certes le droit d'avoir accès à une information plus précise que celle-ci, le premier ministre voudrait-il encourager le ministre de l'Agriculture à faire, d'ici quelques jours, une déclaration à l'appel des motions portant sur le prix des fertilisants et sur la politique gouvernementale au cas où les hausses de prix dépasseraient ce qui semble raisonnable?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je transmettrai avec plaisir la proposition du député au ministre de l'Agriculture qui est, en ce moment, à Charlottetown, en consultation avec les membres du cabinet provincial.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA RÉPONSE DU GOUVERNEMENT AUX PROPOSITIONS AMÉRICAINES RELATIVES AUX EXPORTATIONS DE PRODUITS PÉTROLIERS

M. Gordon Ritchie (Dauphin): J'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, monsieur l'Orateur. Les États-Unis ont-ils fait connaître au gouvernement une formule précise pour la réduction des exportations américaines de pétrole? Si oui, le gouvernement a-t-il répondu aux propositions des États-Unis, en raison surtout de la situation en Colombie-Britannique?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme j'en ai informé le comité ce matin, le gouvernement américain, par l'intermédiaire du bureau de M. Simon, a fait part de son intention d'établir des contrôles à l'exportation des produits du pétrole, sur la base de ces exportations en 1972. Il a demandé aux usagers, y compris les Canadiens à qui sont exportés ces produits, de faire connaître leurs réactions à cette proposition, et au nom du gouvernement nous comptons faire connaître la nôtre en temps opportun.

M. l'Orateur: Le député invoque-t-il le Règlement?

M. Cullen: Oui, monsieur l'Orateur. Je regrette d'interrompre la période des questions mais à la suite de l'ordre émis plus tôt aujourd'hui, portant qu'il soit procédé à des mises aux voix à 5 heures, et comme je n'ai pas eu la chance de communiquer avec les membres du comité, j'aimerais les aviser que le comité national des ressources tiendra une séance cet après-midi à 3 h 30.

PÉTROLE DES SABLES BITUMINEUX—DEMANDE DE DÉPÔT DE LA LETTRE DU GOUVERNEMENT À LA SYNCRUDE AU SUJET DES PRIX

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources; le ministre a déclaré à la Chambre avant le congé qu'il n'avait aucune objection à ce que la lettre adressée par le gouvernement à la société Syncrude ou à ses dirigeants au sujet des politiques futures d'établissement des prix soit déposée à la Chambre. Est-il maintenant prêt à déposer cette lettre?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Oui, monsieur l'Orateur, mais, et je m'en excuse auprès du député, je ne l'ai pas apportée ici aujourd'hui; je verrai si la traduction en a été faite et je me ferai un plaisir de la déposer demain ou lundi.

LA QUESTION DE L'HEURE AVANCÉE—DEMANDE D'INTERVENTION DU MINISTRE AUPRÈS DES PROVINCES

M. Douglas Roche (Edmonton-Strathcona): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Vu la confusion qu'entraînera au Canada l'instauration de l'heure avancée comme mesure d'économie d'énergie et vu surtout le fait que toutes les provinces ne sont pas d'accord pour prendre cette mesure, le ministre fera-t-il une déclaration incitant les provinces à coordonner leur action pour que les Canadiens n'aient pas à faire face à des difficultés d'horaire dans les communications et le transport?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, comme le député s'en souviendra sans doute, nous avons dit que, selon nous, comme selon la Commission de l'énergie hydro-électrique de l'Ontario, je crois, le recours à l'heure avancée ne semble pas être une mesure permettant d'économiser le fuel domestique. Je prends bonne note de cette proposition, mais la question de l'heure avancée a toujours relevé des provinces, comme le député a pu s'en rendre compte d'après ce qui se fait habituellement dans sa propre province.